

vertcontact

Les Verts  île-de-france

n° 44 > octobre 2008

La Lettre d'information
des Verts Île-de-France

N° SPÉCIAL ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les
motions
régionales

PAGES 4 à 15

Compte-rendu de mandat du Secrétariat exécutif régional Ile-de-France

Un travail d'équipe

Les élections ont marqué le mandat de ce secrétariat régional : la présidentielle, les législatives, les cantonales et municipales, même lorsqu'elles ne sont pas du ressort direct de la région verte. Les dossiers politiques du niveau régional n'ont pas été en reste : SDRIF, Grand Paris, déchets, eau, ainsi que des dossiers plus circonscrits géographiquement, mais impliquant Paris et une partie de la couronne (PLU parisien, Plan de déplacements parisien) ou des départements voisins (autoroutes, zone de Saclay). La région doit gérer aussi le quotidien, adhésions, fichiers, finances, que les départements et groupes locaux ne peuvent assurer. Aujourd'hui, le SER est fier du travail accompli : une équipe soudée, se réunissant très (trop) souvent, qui travaille dans l'esprit de consensus en respectant les décisions du CAR. Les relations avec les départements ont été régulières, avec les secrétaires, les délégués aux élections, les trésoriers, ils ont tous répondu présents lorsqu'il fallait harmoniser les actions sur la région.

Quelques pôles de travail : le suivi des finances, difficile en ces temps d'élections car les scores obtenus n'ont pas été forcément à la hauteur des espérances ; la mutualisation des savoirs pour aider les candidatEs

aux municipales essentiellement ; les relations rapprochées avec les élus Verts au Conseil régional, invités très régulièrement à exposer leur actions et projets au CAR ; la réforme des Verts IdF, engagée depuis la mandature précédente, orientée par celle engagée au niveau national et bien sûr les grands sujets, source de fierté, comme la lutte contre l'OIN de Saclay, le grand Paris à la sauce Blanc, les transports franciliens... La situation des banlieues, malgré la volonté de la région, n'a pas fait l'objet des actions qu'elle mérite. Un chantier à reprendre ! Les *Vert-Contact IdF*, appuyés par le site des Verts IdF, permettent de diffuser l'information, même si une réflexion sur la forme

de ce journal est à engager. La gestion des conflits par la Commission régionale de prévention et de résolution des conflits a été lourde de par les cas présentés. Le CAR a pris des décisions difficiles mais nécessaires pour la bonne marche du parti dans l'avenir. Procès : fins de dossiers parisiens, problèmes de logo vert utilisé sans autorisation, machines à voter, la région a géré... Heureusement, la période à venir verra sans nul doute le dynamisme des Verts IdF à la tâche pour les européennes avec de nombreux partenaires locaux, ce qui nous aidera à préparer les séquences régionales d'abord et nationales ensuite. ●

Suzanne Auger, Secrétaire régionale

Communication : trois outils

Le Vertcontact. Avec un comité de rédaction qui s'est effiloché au fil des parutions, il n'a pas été facile de maintenir le cap de la parution trimestrielle des *Vertcontact*, mais nous y sommes parvenus. Nous déplorons un manque d'investissement des départements dans la remontée des infos, seul le 92 a joué le jeu jusqu'au bout de la participation active au journal. Notre numéro de commission paritaire vient d'être renouvelé jusqu'en 2013, en échange d'un calendrier strict de respect des parutions. Aux Verts IDF de tenir le défi !

Les communiqués de presse. Au cours de ce mandat, 16 communiqués de presse ont été diffusés soit 2 par trimestre sur des sujets concernant l'éducation, les exclusions, la violence, le mal logement, l'aménagement et l'économie. A chaque fois ces communiqués ont fait l'objet d'un dialogue entre les membres du SER avant d'être signés par les Porteparole. (suite en page 16)

L'ÉCOLOGIE
Les Verts 

Les assemblées générales des Verts

Pour quoi et comment voter aux AG des Verts en Ile-de-France

Les Verts renouvellent cet automne leurs exécutifs internes. Il s'ensuit une série d'élections à tous les niveaux : départemental, régional et national. Même si toutes les règles sont énoncées dans les statuts, il nous a paru utile de rappeler aux adhérentEs les modalités de ces élections aux assemblées générales.

Toutes sont importantes pour la vie du mouvement. Venez nombreux.

L'assemblée générale départementale

Les adhérentEs se rencontrent au sein de groupes locaux, basés sur des territoires géographiques (arrondissement, ville, regroupement de communes, voire département).

L'ensemble des adhérentEs du département se retrouve lors de l'assemblée générale départementale pour élire leur conseil départemental (CD) et son bureau/secrétariat. Ils choisissent ensuite les délégués (titulaires + suppléants) qui les représenteront, au niveau régional, au conseil politique régional (CPR).

Le nombre de délégués est proportionnel au nombre d'adhérentEs du département.

L'assemblée générale régionale

L'ensemble des adhérentEs de la région se retrouve en assemblée générale régionale, pour :

- Adopter la ligne politique de la région pour la mandature à venir, en s'appuyant sur des textes de motions par un vote spécifique.
- Élire 16 délégués régionaux au CPR, qui s'ajoutent aux délégués déjà élus par les départements. Ils sont élus sur listes, à la proportionnelle des voix obtenues.

La réunion du CPR qui suit l'assemblée générale régionale élit le secrétariat exécutif (SE) régional (10 personnes en IdF).

L'assemblée générale régionale aura lieu

le dimanche 16 novembre 2008

au Palais des Arts et des Congrès

d'Issy-les-Moulineaux de 9 H à 13 H.

25 avenue Victor Cresson - Issy-les-Moulineaux

Métro ligne 12, station Mairie d'Issy - RER C Versailles/Les Invalides, station Issy Ville - Bus 123, 169, 190, 290, 323

RAPPEL : « Conformément aux statuts, seuls les membres à jour de leurs cotisations nationale et régionale ont le droit de vote aux assemblées générales. Chaque adhérent présent à l'assemblée générale ne peut être porteur que de trois mandats maximum, le sien et ceux de deux adhérentEs. Seules les procurations annexées à la convocation sont acceptées, les procurations sur papier libre ne le sont pas. L'élection des délégués au CNIR et au CPR a lieu selon le scrutin proportionnel par liste. Les listes paritaires peuvent être constituées en séance, elles peuvent être incomplètes. » (cf. statuts).

L'assemblée générale nationale décentralisée en région

L'ensemble des adhérentEs VERTS se retrouve tous les trois ans en assemblée générale nationale décentralisée en région.

Cette assemblée générale nationale se tient dans chaque région, à la même date, sur le même ordre du jour en suivant les mêmes heures de votes pour :

- **Débattre la ligne politique nationale des VERTS** pour la mandature à venir, à partir des textes de motions d'orientation nationale.
- **Élire les délégués de la région au congrès national des VERTS.** Cette année, la région Ile-de-France sera représentée par 117 délégués. Leur mandat prend fin à l'issue du Congrès national.
- **Élire les Cniriens d'Ile-de-France (probablement 20 en 2008).** Le CNIR, conseil national interrégional, est le « parlement » des VERTS. Les Cniriens Ile-de-France élus pour trois ans (par doublette) sont choisis sur listes, ils sont membres de droit du CPR Ile-de-France. Le nombre de Cniriens IdF (nombre Vert) est calculé par le National sur la base du nombre d'adhérentEs de notre région par rapport au nombre d'adhérentEs total. Les délégués au Cnir élus par les assemblées décentralisées sont au total 90, soit les trois-quarts du Cnir. Le quart restant, soit 30 Cniriens nationaux, est élu par le congrès national.

**L'assemblée générale décentralisée aura lieu
le dimanche 16 novembre 2008
au Palais des Arts et des Congrès
d'Issy-les-Moulineaux de 14 H à 18 H.**

25 avenue Victor Cresson - Issy-les-Moulineaux

Métro ligne 12, station Mairie d'Issy - RER C Versailles/Les Invalides, station Issy Ville - Bus 123, 169, 190, 290, 323

Le congrès national des VERTS

Le congrès national des VERTS rassemble les délégués, élus en assemblée générale nationale décentralisée, de toute la France pour :

- **Débattre et adopter la ligne politique nationale des VERTS** pour la mandature à venir, à partir des textes de motions d'orientation nationale.
- **Élire les 30 Cniriens nationaux** qui s'ajouteront aux 90 Cniriens régionaux élus lors des assemblées régionales pour former ensemble le Conseil national interrégional des VERTS.

**Le Congrès national des VERTS
aura lieu le samedi 6 décembre 2008
à LILLE**

Motion A

Altermondialisme, décroissance, écologie populaire : répondre aux défis en Ile de France

La réalité francilienne : une région engagée dans la compétition mondiale des grandes métropoles, marquée par de profondes inégalités sociales et exerçant une pression insoutenable sur son environnement.

Première région française par le PIB, 15ème pour la santé sociale : ces chiffres résument bien les antagonismes qui traversent l'Ile de France. Etalage de richesses d'un côté, de l'autre, crise profonde du logement, qui chasse couches populaires et moyennes des quartiers centraux vers la lointaine périphérie. Forte pression sur les ressources et les milieux naturels d'une métropole de plus de 11 millions d'habitants, dont l'économie est profondément insérée dans les circuits mondiaux et qui continue à étendre l'emprise de son urbanisation sur de nouveaux territoires. Une métropole brassant des populations d'origines diverses et qui vit intensément les conflits internationaux, et où la crise du « vivre ensemble » est particulièrement sensible. Une métropole accueillante pour les riches et dure pour les pauvres, marquée de plus en plus par un apartheid social qui ne dit pas son nom, derrière les discours convenus sur la mixité sociale.

Son statut de région-capitale en fait un lieu d'affrontement privilégié avec la politique de classe de la droite au gouvernement : chasse aux sans papiers, jusqu'à l'intérieur des écoles ; renvoi des classes populaires en grande périphérie par la politique de l'ANRU tournée vers la démolition systématique ; inégalités d'accès au transport public, au détriment des habitants des banlieues, confrontés à l'augmentation insoutenable de leurs dépenses de transports ; précarisation de l'emploi, réduction des retraites ; exclusion des soins d'une part croissante de la population par la baisse des remboursements-maladie et la fermeture d'hôpitaux ; volonté de reprise en mains par l'Etat de l'aménagement de l'Ile de France, face à un SDRIF accusé de pénaliser l'attractivité de la région pour les capitaux ; refus de toute solidarité fiscale entre les territoires riches et les territoires pauvres, de la bouche même du président de l'UMP, à l'occasion du débat sur le « Grand Paris ». On voit déjà se dessiner les axes de la tentative de reconquête de la région par la droite. Partout, la situation sociale se dégrade, et si les banlieues n'ont pas connu de grande révolte depuis 2005, les causes de leur explosion restent entières.

Ainsi, les urgences environnementale, sociale, démocratique, sont particulièrement flagrantes dans notre région. Derrière les crises multiples, c'est bien notre modèle de développement qui est en cause, un modèle dont la seule finalité est la recherche du profit. Le simple « verdissement » de l'économie ne saurait constituer une issue.

Quel bilan pour les Verts en Ile de France ?

Malgré des points positifs, il convient de reconnaître que nous sommes collectivement loin du compte et que la région Verte peine à exister.

Côté positif, notre parti a su peser sur les choix d'aménagement de l'Ile de France en marquant sa différence, non seulement avec les options du gouvernement, mais aussi avec les orientations productivistes, largement partagées par nos alliés au conseil régional : élaboration du schéma directeur de la région, refus des projets d'autoroutes de l'Etat, rejet de l'extension de La Défense, de l'urbanisation massive du plateau de Saclay – autant de sujets sur lesquels nous avons été visibles, aux côtés des associations et populations, et sur lesquels élu-e-s et région Verte ont travaillé de concert. Ces batailles restent d'actualité, face à un gouvernement qui a pour seul mot d'ordre « compétition économique » et qui refuse à la région les moyens de réaliser son projet.

Les élections municipales nous ont amené une progression sensible du nombre d'élu-e-s, Paris excepté, et la conquête de plusieurs mairies. Ce résultat traduit sans doute la reconnaissance du travail des Verts dans les exécutifs locaux, mais il est aussi la conséquence du choix opéré le plus souvent de listes d'union de 1er tour avec le PS.

Pour autant, notre parti n'a pas surmonté ses faiblesses récurrentes et, malgré un maintien global de ses effectifs, n'a pas su se développer dans les milieux populaires ni s'ouvrir à la diversité, renforcer son fonctionnement collectif, accroître sa visibilité – même si la visibilité de l'échelon régional est difficile dans la région capitale – il est en général absent des grandes mobilisations. Des positions sont parfois contradictoires entre les différents échelons du parti ou entre élu-e-s et groupes locaux. Le travail des commissions est resté trop souvent limité, faute de participants et d'implication des groupes locaux.

La période des élections présidentielles a laissé en outre des traces profondes, qu'il faudra savoir effacer, alors même que le parti a choisi de travailler à l'unité des écologistes, sur la base d'un projet radical.

Renforcer le rôle politique de la région Verte

La région Verte doit s'impliquer davantage dans les mobilisations contre la précarisation des emplois, le démantèlement des services publics, la restriction des droits démocratiques, la chasse aux étrangers, la vidéo-surveillance comme moyen de lutte contre l'insécurité. Elle doit être force de proposition, face aux grands problèmes

qui préoccupent les francilien-ne-s, en ayant le souci de combiner solidarité avec les plus démunis, sobriété et renforcement de la démocratie.

1. Promouvoir une autre façon de « produire » et de vivre le territoire

- **faire vivre le « droit au logement » pour tou-te-s** : construction de logements sociaux desservis par des transports collectifs, sanctions contre les communes réfractaires, réorientation de l'ANRU, soutien aux coopératives d'habitat, programmes massifs d'économie d'énergie permettant d'abaisser les charges ;
- **transports** : à côté des investissements lourds en zone dense, offrir partout des alternatives à la voiture individuelle, pour permettre l'accès à l'emploi et pour réduire les budgets transports des ménages modestes et les **émissions de gaz à effet de serre** ;
- **services publics** (santé, éducation, culture, gestion de l'eau, etc.) : moratoire sur la fermeture des hôpitaux, ouverture de dispensaires en banlieue, retour de la gestion de l'eau dans le secteur public, pas de délégation des services publics aux sociétés du CAC 40.
- **promouvoir les nouvelles façons de vivre, de consommer, de produire, de distribuer** (autoréhabilitation des logements, coopératives d'habitat, cuisines populaires, jardins partagés, ateliers de réparations diverses, systèmes d'échanges locaux comme pour les produits bio...) pour tisser de la solidarité et pour créer les éléments d'un contre-société alternative à la marchandisation capitaliste ;
- **promotion de la démocratie de proximité** à toutes les échelles territoriales, les forums citoyens thématiques, référendums d'initiative locale... pour faire avancer un urbanisme de la "ville durable".

2. Donner de la visibilité politique à la région Verte et renforcer ses rapports avec les acteurs sociaux

- élaborer un plan d'action sur les différentes thématiques, tourné en priorité vers les milieux populaires, avec production par la région d'argumentaires et de tracts pour appuyer l'action des groupes locaux ;
- mutualiser et promouvoir les expériences des élu-e-s et des groupes locaux, porteuses d'alternatives renforçant le lien social ;
- systématiser les relations avec les partenaires associatifs et syndicaux à l'échelle de la région et inviter des acteurs extérieurs à chaque CPR ;
- organiser des campagnes à l'échelle régionale sur les sujets touchant l'ensemble des francilien-ne-s.

3. Travailler à la refondation de notre mouvement en approfondissant le dialogue avec le monde associatif, les objecteurs de croissance, les mouvements de «consom'acteurs», les altermondialistes, les éco-syndicalistes, les féministes, avec les acteurs du Grenelle officiel et du Grenelle alternatif et citoyen. C'est dans cet esprit que la Région verte constituera des comités d'action pour la campagne des européennes.

4. Co-élaborer avec ces mêmes acteurs et de manière décentralisée, au plus près des populations, un « projet pour l'Île de France »

dans la perspective des élections régionales ; sa première phase sera une évaluation citoyenne des politiques régionales. Notre projet ne devra pas se réduire au «management environnemental». Il proposera notamment :

- une diminution radicale de l'empreinte écologique globale, une relocalisation des activités, le développement de l'agriculture de proximité, la promotion de l'économie solidaire, la défense des biens communs et la démocratisation de leur gestion ;
- il posera la question de la tarification des services publics, afin d'assurer à la fois la satisfaction des besoins des ménages les plus modestes et de lutter contre les gaspillages ;
- il traitera des moyens financiers et institutionnels de renforcer la solidarité entre territoires et entre populations de l'Île de France ;
- il s'inscrira dans une logique de solidarité avec les autres peuples.

Ce processus d'élaboration du projet s'inscrit dans la perspective de présenter une liste autonome verte et ouverte aux élections ; la décision définitive devra cependant être prise lorsque les incertitudes sur le mode de scrutin auront été levées.

5. Améliorer le fonctionnement de la région Verte, en faire un lieu d'animation des groupes locaux et d'interface avec les élus régionaux

- désigner au sein du SER un interlocuteur des groupes locaux pour les dossiers ponctuels, afin d'anticiper et/ou de traiter les éventuels décalages entre les positions locales et celle des élus régionaux ;
- afin d'améliorer les relations entre les niveaux territoriaux d'organisation du parti, organiser une démarche de type « conférence de citoyens » avec les adhérents verts
- organiser des formations destinées à renforcer le niveau politique des adhérent-e-s et sympathisant-e-s.

MOTION A : « Altermondialisme, décroissance, écologie populaire : répondre aux défis en Ile de France »

Signataires

ESSONNE : AYRAULT Laurent, SAGETAT Marc • HAUTS-DE-SEINE: BAVAY Francine, CHAGNEAU Yves, DESQUILBET Jérôme, DE PABLO Carmelina • PARIS: AOUSTIN Marie, BILLARD Martine, BOUTAULT Jacques, CASTANO Christophe, CONTASSOT Yves, CORONADO Sergio, DE OLIVEIRA Helder, D'HERMIES Suzanne, DOMERGUE Manuel, DREANO Bernard, GALLAIS-SEREZAL Anne-Claire, FOURNIER Danielle, GALLAND Françoise, GROVER Claire, GUILLAUME Francine, JOXE Cecilia, KIEFE Françoise, LAFONT Jean, LEMAIRE Gilles, LALLEMAND Jean-Charles, LONGERINAS François, POPESCU Alin, PRISER Michèle, RIVRET Serge, SOUMARE Elhadji, STAMBOULI Mylène • SEINE-SAINT-DENIS : BOURGAIN Michel, FARGEAS Rémi, GLAYMANN Mathieu, LENTAIGNE Marie-Geneviève, ROUSSEAUX Agnès, SEGUIN-BROCHARD Joël • Val-de-Marne: BURETTE Daniel, SUPIOT Frédéric • VAL D'OISE: BENNE Francis, MONSILLON Gilles • YVELINES : BENDRISS Karima, CHANE-ALUNE Jean-Pierre, DCHIMI Rachid, DURSIN Yasin, FRYDMAN Nicole, JDNOUR Rachida, LUANGPRASEUTH Dominique, MOUHOUH Akila, SAHARI Adel, ZERKOUN Mohamed, ZERKOUNE Hamid.

Motion B

Pour une Ile-de-France Verte :

Rassembler les écologistes, changer les Verts !

« *L'écologie est incompatible avec le libéralisme de droite et le libéralisme de gauche, avec l'étatisme de droite et l'étatisme de gauche.* » Dany Cohn-Bendit

« *Il ne faut plus dissocier les mots Ecologie, Social et Droits de l'Homme. Tout cela est en train de se combiner.* » Nicolas Hulot

« *C'est la beauté du compromis comme le disait Gandhi.* » José Bové

Nous voici au temps des assemblées générales, à l'heure de choix collectifs pour notre avenir. Cet avenir était jusqu'à une date récente fait de doutes et d'incertitudes. L'appel au rassemblement des écologistes que nous avons lancé en Mai a changé la donne. Nous sommes désormais davantage audibles. Mais il nous faut répondre à plusieurs impératifs tout en préservant l'unité du mouvement.

L'Ile-de-France à la croisée des chemins

Dans notre région, le poids et le travail des élus verts a contribué à changer la donne ; l'impératif écologique s'est peu à peu imposé dans les politiques publiques régionales. Mais cet élan est menacé par les atermoiements de la gauche socialiste et par le clan présidentiel qui s'en prend au SDRIF. La tentative de mise sous tutelle de la région constitue un déni démocratique au détriment des choix des franciliens. Pour valoriser Paris et les centres d'affaire de l'ouest, un secrétariat d'Etat a été mis en orbite sans autre objectif que de développer l'économie financière au détriment de la population, et par une vision peu soucieuse de développement soutenable .

Les déclarations du ministre, qui relèvent toutes du dogme de la croissance libérale, viennent contredire les bonnes intentions affichées lors du Grenelle. En Ile de France, nous constatons en effet que le Grenelle de l'environnement ne débouche sur aucune autre réalité que la reprise des constructions autoroutières et les liaisons express vers l'aéroport Charles de Gaulle. Ainsi le trafic des passagers à l'international se trouve privilégié par rapport aux déplacements des habitants qui empruntent des transports en commun souvent bondés. C'est indécent et cela ne répond nullement aux préoccupations quotidiennes des franciliens.

Les écologistes doivent apporter des solutions concrètes, à l'écoute des habitants, et cela est réalisable en respectant au mieux le cadre de vie. Car nous nous préoccupons du quotidien, du budget à boucler, de la famille à éduquer,

du travail à trouver ou de la santé à préserver.

En Ile de France, il est urgent de poursuivre les investissements publics dans les transports ; une organisation concertée entre populations et communes doit prendre à bras le corps le Grand Paris, sa dimension écologique et sociale, valoriser les circulations douces et la proximité des ressources agricoles. Nous devons amplifier les politiques d'amélioration des conditions de vie dans les collèges et les lycées, et de démocratisation de la culture, qui ont déjà été fortement infléchies par les conseillers régionaux verts. Enfin, nous mettrons en œuvre un véritable plan d'éducation à l'environnement.

Nous devons aussi développer les politiques publiques d'offre de soins, tout en privilégiant prévention et précaution en matière de santé environnementale.

Rassembler les écologistes

Les Verts aujourd'hui sont porteurs d'espoir. Si, depuis dix ans, nous avons échoué à transformer notre capital sympathie en adhésion, notre analyse s'est désormais répandue dans la société. Avec une nouvelle ambition pour l'écologie, portée aux européennes par l'initiative de Dany et la clairvoyance des adhérents Verts, comme en témoignent les Journées d'été de Toulouse.

Si cette AG est essentielle, c'est que nous avons une possibilité historique de lancer un processus dont l'objectif est de mener la représentation de l'écologie politique en Région Ile de France au niveau qui devrait être le sien : celui d'une force écologiste réunissant l'ensemble des combats environnementaux, et sociétaux, tout en dépassant nos frontières actuelles vers la mouvance associative.

Une force qui devienne ainsi maîtresse de ses choix d'alliance et non soumise aux volontés d'un partenaire dominateur. Car ce ne sont pas toujours les bons réflexes qui sont actionnés par notre partenaire, alors que nous devons développer les solutions concrètes face à la crise énergétique, financière et sociale! Là sont les enjeux de cette assemblée régionale.

Nous pourrions ainsi, comme l'écrit Noël Mamère, « promouvoir une écologie de la libération fondée sur les solidarités, la lutte contre les inégalités sociales et environnementales et à la pointe du combat contre toutes les formes de discriminations ».

Nous proposons que se réunissent, dès la fin 2008, celles et ceux qui ont conscience de la gravité de la crise écologique, dans des groupes locaux du Rassemblement des écologistes sur la base du manifeste commun.

L'appel au rassemblement des écologistes pour les européennes de 2009 a permis d'ouvrir enfin un dialogue politique entre les Verts, Nicolas Hulot, José Bové et Dany Cohn-Bendit. Ce dialogue s'est élargi et chacun doit pouvoir y participer sans se renier mais également sans autre exclusive qu'une analyse commune des impasses du libéralisme et du productivisme et de leurs effets dévastateurs sur la planète et les hommes. Au sein de ce rassemblement, les Verts seront les garants de la cohérence du projet écologiste.

Nous proposons également d'engager les Verts IDF dans le comité d'organisation national d'une «fête du Tournesol» annuelle, qui réunira l'ensemble des acteurs de l'écologie lors d'un grand moment festif.

Gagner le combat politique avec des listes du rassemblement des écologistes aux élections régionales

Au lendemain des européennes de 2009, nous proposons la tenue d'une assemblée générale constituante d'une nouvelle force écologiste au sein de laquelle les Verts devront confirmer leur engagement. Cette assemblée assurera un rôle actif aux groupes locaux rassemblant les écologistes et ceux qui souhaiteront les rejoindre. La dynamique créée par ces élections sera ainsi renforcée pour permettre à l'écologie politique d'aborder les élections régionales de 2010 en position de force.

Nous construirons le rassemblement des écologistes d'Ile de France et ainsi nous bâtirons des listes écologistes autonomes avec l'ensemble de nos partenaires écologistes.

Il conviendra de lancer un processus programmatique avec associations et partenaires. Une AG validera en automne 2009 le projet et les candidats afin de mener une campagne dynamique en île de France.

C'est à cette aune que doit être élaborée notre stratégie pour les années futures. Les élections européennes et régionales sont les premières étapes d'une affirmation durable de l'autonomie écologiste.

CherEs amiEs, l'appel au rassemblement des écologistes pour les européennes n'aurait pas abouti sans la signature de plusieurs centaines d'entre nous entre mai et août 2008. C'est une période enthousiasmante pour l'avenir de l'écologie politique en région. Votre vote lors de l'assemblée régionale du 16 novembre sera décisif. Cette motion regroupe des militants partageant un bel objectif : rassembler les écologistes, rénover profondément les Verts pour construire une alternative politique crédible. Avec votre soutien et votre énergie, nous y parviendrons !

MOTION B : Rassembler les écologistes, changer les Verts !

Signataires :

Denis DROUHET, Fanny CARMAGNAT, Bernard JOMIER, Nabila KERAMANE, (78), David Le PABIC(93), Dan LERT, Anne TETAUD, Guillaume FILLON, David GREAU (94), Olivier RAYNAL, Jean-François CORIOLLE (95), Eric BEAL(93), Cyril RAMAT (93) , Claude YABANDA (77), Jean Philippe COSTES-MUSCAT, Marie Claire BOUNON, Jean Jacques BRE (78), Jean FAUROUS, Pierre MAUREL, Cédric MESSIANT, Nathalie LAVILLE, Frédéric SARKIS, Christian GUITTET, Alexandre RAMBAUD, Simone BONNIN, Marcel BONNIN, Céline RACIN, Fabrice BELLE, Hugues SALONE, Adrien DELASSUS, Yann MATHELIER, René DUTREY, Anne Marie XAMBEU, Benoît HARTMANN, Didier FOUILLAND, Marie FONTAINE, Paul L LOREE, Pierre BISSERY.

Motion C

Urgence écolo ! Urgence sociale !

Une nouvelle dynamique francilienne environnementale, sociale, populaire et démocratique !

Nous portons à notre Congrès :

- le rassemblement des écologistes, « de Hulot à Bové », a commencé lors des européennes ;
- la décroissance solidaire et démocratique de l’empreinte écologique, pour répondre aux crises provoquées par le productivisme, de droite comme de gauche, au seul intérêt de la rentabilité financière de toute activité humaine

Pour nous, ces deux priorités se déclinent en Ile de France.

Le rassemblement des écologistes se fera aussi régionalement malgré les combats d’arrière-garde de celles et ceux qui n’ont pas abandonné l’idée de nous fonder dans la social-démocratie ou d’autres rassemblements à la gauche de la gauche...

Emprunter le chemin de la décroissance de l’empreinte écologique pour notre Région sera une œuvre de longue haleine. L’objectif : une économie de sobriété et à bas niveau de carbone. Pour cela, il nous faudra proposer, convaincre, changer d’échelle les politiques publiques et surtout trouver l’assentiment de tous, aussi bien des catégories populaires que des classes moyennes.

L’émancipation populaire :

un objectif pour répondre à la crise écologique qui appelle la transformation radicale de nos modes de vie, de production, de consommation

Nous nous sommes trop contentés des solutions faciles du développement durable mises à toutes les sauces.

Nous avons ainsi offert une bonne conscience à tout le monde, de l’individu qui met bien sa canette dans le recyclable, en passant par les distributeurs qui du coup s’autorisent à vendre des produits enveloppés dans des tonnes d’emballages, jusqu’aux industriels du traitement des déchets, qui ont vu leur chiffre d’affaires s’envoler.

Alors, certes, le bilan de nos actions militantes, de celles de nos élu-es, est appréciable ; mais il s’inscrit finalement dans la tactique de la crémaillère : faire avancer les consciences et les projets pas à pas, en prenant le temps, en évitant juste de reculer.

Qui peut aujourd’hui affirmer que nous avons le temps?

Parce que nous sommes écologistes, nous sommes humanistes, nous sommes réalistes et nous nous devons d’être optimistes. Il est encore possible, de préparer notre Région aux défis écologiques et sociaux qui sont les siens :

le mitage urbain, le bruit, la pollution, la dégradation de la qualité des eaux, l’alourdissement du coût de l’énergie dans le portefeuille des familles...demain, les catastrophes climatiques à répétition.

Le SDRIF est le fruit d’un compromis : pour nous, il doit porter une vision polycentriste qui doit dépasser notre seule Région. Nous mettons en réseau des fonctions urbaines denses et des espaces de respiration, des activités progressivement relocalisées, reliées par des transports collectifs accessibles et de qualité, des productions agricoles maraîchères et biologiques développées...

C’est donc un outil qui nous sera utile dans les années à venir pour une politique de décroissance et permettre une économie régionale fondée sur la diversité et la sobriété.

Mais il faudra aller bien plus loin, et bien plus vite. Plus loin, c’est construire la première métropole mondiale sobre; c’est-à-dire engager dès maintenant des mesures concrètes.

Alors, faisons « maigrir » notre Région en faisant vivre le polycentrisme au delà de nos frontières administratives et dans nos communes. Nous ne devons pas nous arc-bouter quand des administrations, des sièges sociaux quittent Paris et même notre Région dès lors qu’un véritable accompagnement social et territorial existe. Mais tout se fait à dose homéopathique, trop peu, trop lentement. C’est pourquoi nous sommes porteurs d’une proposition iconoclaste : nous souhaitons que la France transforme sa capitale, et que des services entiers de l’appareil de l’Etat se déconcentrent de Paris. Et que le CRIF donne l’exemple en déplaçant son siège de Paris Centre.

Comme New-York, Londres, Bruxelles, Paris est sa banlieue

Il faut prendre position sur la question de la gestion administrative de la métropole. Oui au polycentrisme, mais non à une ville de Paris toute puissante entourée d’une myriade de communes et d’agglos édifiées en fonction des proximités politiques et parfois autant de clientélismes.

La transformation des départements de la petite couronne en communautés urbaines unifiées, avec un exécutif élu au suffrage universel direct, nous paraît une piste à creuser. Ces communautés prendraient le nom de «Paris-Sud», «Paris-Nord Est», «Paris-Ouest» pour bien montrer que Paris, c’est Paris Intra-Muros et sa banlieue ou l’inverse. Sur les territoires de la grande couronne, notre volonté de mixité urbaine/agricole est contradictoire avec le morcellement

induit par les autoroutes. Nous portons l'intégration de l'agriculture dans la Cité. A titre d'exemple, nous soutenons pour le plateau de Saclay un pôle « agri-urbain » et de recherche. Nous devons changer la donne d'une carte politico-administrative balkanisée, source de perte d'efficacité des politiques publiques et incapable de faire vivre notre diversité régionale autrement que dans les disparités extrêmes.

La démocratie, c'est aussi la transparence

De l'argent public est actuellement géré de façon opaque et clientéliste par des syndicats de territoires pour les principaux flux (eau, déchets, réseaux électriques...). Ces structures ont trop longtemps été édifiées en fonction de proximité politique sans véritable projet partagé... Peut-on expliquer clairement à un électeur du cœur de l'agglomération par qui sont gérées les taxes ? Qui prend réellement les décisions ? Accepter ces structures, telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est poursuivre ce déni de démocratie.

La démocratie, c'est aussi l'égalité et les questions sociales

Notre projet est global. Il faut arrêter de compartimenter les politiques pour les rendre cohérentes, et faire de l'aménagement des territoires un projet social et solidaire. La Région Ile de France peut être exemplaire en terme d'égalité et de lutte contre les discriminations. Par exemple, en matière d'accueil de la Petite Enfance, nous pouvons agir en faveur de l'emploi des parents en ouvrant massivement des places en crèches. C'est aussi lutter contre la pauvreté des familles en allégeant leurs charges. La Région doit ouvrir une école publique d'auxiliaires de puériculture et de formation à l'éducation de jeunes enfants. Cette politique de valorisation des compétences doit s'étendre à tous les secteurs de la santé, de l'aide à la personne, à l'éducation...

La Région doit mettre en place un plan ambitieux global, pour désenclaver les ghettos urbains, réimplanter des services publics de qualité accessibles à toutes et tous, utiliser le levier de la formation afin de permettre le vivre ensemble, la laïcité et l'émancipation de toutes et tous dans un environnement de qualité !

Plus et mieux de logements

Répondre aux besoins criants de logements n'a rien à voir avec la question du rayonnement international de la Région capitale. Nous ne confondons pas densité urbaine et hyper métropole. On peut être aussi attractifs sans faire

le choix de l'hypertrophie. Notre priorité doit être de rendre possible la proximité emploi-logement aux classes moyennes et populaires.

De vastes programmes de réhabilitation thermiques et acoustiques du bâti ancien passent par des incitations. Il faut être en capacité de se passer de la production de la centrale nucléaire de Nogent/Seine : c'est pourquoi nous préconisons un vaste plan de production d'électricité renouvelable francilienne, avec logements passifs, photovoltaïques, des cogénérations sur des bâtiments industriels et tertiaires... L'exemple de Cesson (77), ville à « haute volonté écologique », montre qu'on peut aller vite et loin, ici et maintenant.

Tu pollues, tu pues, tu casques... et tu as des alternatives !

Entre l'écologie du flicage et de la punition, et l'écologie de la liberté et du plaisir, nous choisissons l'écologie de la responsabilité ! Aussi, nous sommes favorables à un grand plan de transport public financé par un péage urbain, pour le transit en Île de France. Par ailleurs, nous sommes favorables à une surtaxe des véhicules les plus polluants, en particulier les 4X4, utilisés en zone urbaine, avec des montants confiscatoires, une taxation progressive de la carte grise qui pénalise les grosses cylindrées. La Région doit être également à l'initiative sur le ferroutage par un dialogue renouvelé avec Réseau Ferré de France.

A quoi doit servir le Conseil d'administration régional ? D'abord devenir un réel Conseil politique. Depuis trop longtemps, nous nous contentons de gestion, utile, certes. L'urgence écologique et sociale, le rassemblement des écologistes, exigent que nos instances régionales portent concrètement un rôle politique dans les échéances électorales à venir et en premier lieu les élections européennes, puis bien sûr les élections régionales. En dehors des élections, c'est une dynamique d'actions régionales que nous proposons pour porter au-delà de nos départements nos messages communs sur des thématiques fédératrices et transversales : CDG-Express et amélioration des RER, logement et énergie, santé et alimentation...

Au niveau du Secrétariat exécutif régional, nous mettrons en œuvre un système de guichet unique pour les adhésions, d'accompagnement des parcours et de valorisation des compétences internes.

Notre région mérite le rassemblement des écologistes : il nous appartient de lui donner un contenu, une espérance, une dynamique. En phase avec les défis écologiques et sociaux, il doit répondre aux aspirations des Francilien-nes à la solidarité et au dépassement.

MOTION C : Urgence Ecolo ! Urgence Sociale !

Abeille Laurence 94, Amedro Alain 93, Athari Djamel 77, Beaulieu Elise 77, Benoît Catherine 77, Berwick Filoména 77, Berwick Alain 77, Bibas Benjamin 75, Bischerour Albert 78, Blais Emilie 77, Boisard Jacky 77, Bouguen Jean-Marie 75, Bresson David 77, Brûlé Jean-Marc 77, Busch France 77, Cabat Maxime 75, Celhay René 75, Contat Franck 93, Damont Nicolas 77, Desessard Jean 75, Doerler Pierre 77, Doucet François 75, Dubaele Jacques 92, Durgeat Marite 93, Eripret Gérard 77, Feret Nicole 77, Feret Jean-Luc 77, Griveau Loïc 77, Guadi Medhi 75, Gueant Jean-Jacques 77, Hinsinger Jean-Luc 75, Kampour Nicki 77, Kespern Céline 77, Khaski Isaac 75, Labertrandie Lydia 77, Lamblin Florence 75, Latu Jean-Jacques 77, Le Bot Anne 75, Le Falher Angèle 77, Leigoutheil David 77, Lorenzoni Carine 77, Molines Katia 77, Montagne Odile 77, Moreau Yann 75, Munnier Claude 77, Nocca Olivier 75, Nouvion Julie 77, Parayre Claudine 78, Parodi Antoine 77, Pascal Pascale 77, Pasquet Jean-Marc 75, Pays Eléonore 77, Peireira Isabelle 77, Plateau Dominique 75, Poirier Michel 93, Pujol Jean-Pierre 75, Ratron Julien 94, Rieuzé Christophe 75, Rosenmann Michel 77, Saumier Adrien 77, Simonin Jean-Louis 77, Trégoat Yvon 77, Tsevery Jean-Marc 77, Tsevery Michèle 77, Vienot Pierre 94, Vilot Jean-Jacques 77, Volto Patrick 75, Weinzierc Hubert 94, Wurhaft Marc 94, Zentelin Jean-Louis 75, Zilberg Arlette 75

Motion D

Face à l'urgence, UNIR les écologistes en Île-de-France !

Un projet pour l'Île-de-France : une région post-pétrole

Réduire notre empreinte écologique, construire une société équilibrée, solidaire et participative, créer des emplois qui résistent aux mutations environnementales, protéger nos espaces ouverts et repenser le rôle et le poids de l'Île-de-France par rapport aux autres régions est nécessaire et possible !

Ces objectifs plaident pour une politique territoriale nouvelle dont le nouveau Schéma Directeur Régional d'Île-de-France (SDRIF), voté en septembre 2008, constitue une étape importante. Porté par le groupe Vert au Conseil régional, sous l'impulsion de Mireille Ferri, celui-ci, en liant exigence sociale, réorientation économique et transformation environnementale, définit une vision stratégique pour un développement durable de la Région. Le SDRIF est un instrument incontournable pour agir au cœur des politiques publiques.

Face aux crises écologiques et énergétiques de demain, le SDRIF préconise en effet une robustesse renforcée de notre système économique et de plus fortes solidarités sociales et territoriales. Avec cet outil, la conversion écologique de l'Île-de-France doit non seulement se poursuivre mais aussi et surtout s'intensifier.

Car l'ampleur de la crise environnementale et ses conséquences sociales et sociétales impose, dès aujourd'hui, d'aller plus loin que l'éco-région en imaginant une région post-pétrole. Les Verts, forts de l'expérience de leurs militants, de leurs élus, de celle des associations, peuvent inventer, proposer et impulser solutions et projets pour faire entrer l'Île-de-France dans l'ère post-pétrole.

Réduire l'empreinte écologique, combattre les inégalités

Trois terres, c'est l'empreinte écologique des Franciliens, et **sept** c'est le rapport entre les revenus des 10% de franciliens les plus aisés, et ceux des 10% les plus pauvres, ce qui fait de l'Île-de-France la région la plus inégalitaire de France !

Réduire ces deux chiffres est notre objectif ; promouvoir un nouveau mode de vie en rupture avec le «produire plus, consommer plus, gaspiller plus» et redistribuer les richesses, sont les deux axes indissociables de notre politique pour l'Île-de-France.

La pénurie de logements, l'inconfort des transports, les tensions sur le marché de l'emploi, l'inégalité sociale et fiscale, la déficience de services de proximité, l'accroisse-

ment des problèmes de santé liés aux pollutions, la dégradation de la qualité de vie et la pression sur la biodiversité frappent en premier lieu les plus démunis, mais les classes moyennes ne sont pas épargnées.

Pourtant notre région dispose d'un formidable potentiel. Métropole internationale, elle concentre les lieux de production, de décision, de loisir. Mais elle est aussi l'espace du quotidien où vivent 12 millions de personnes. Sa jeunesse est une richesse qu'il faut valoriser. Notre région ne se résume pas à Paris, la Défense ou le château de Versailles ; c'est une mosaïque de territoires morcelés, avec des lieux de prestiges, des zones urbaines denses, des cités dortoirs, des zones industrielles, des quartiers d'affaires, des bourgs et des villages, des espaces agricoles et naturels. Ces territoires restent confinés à l'intérieur de leurs limites et les coopérations entre eux sont trop faibles pour répondre aux enjeux de la métropole en réseau et favoriser la réduction de notre empreinte écologique.

Les grands axes de développement pour l'Île-de-France

• Favoriser la relocalisation de l'économie

Il est urgent de consolider une agriculture de proximité et d'encourager les transformations et l'installation des exploitations vers des productions biologiques. Les moyens existent, les Amap, la foncière Terre de Liens qui acquiert des terres agricoles en Île-de-France, sont des outils opérationnels ; à nous de les soutenir pour amplifier le développement de circuits de proximité.

La conversion écologique de l'économie ne se fera pas sans peine, mais les premiers signes d'une relocalisation industrielle pointent, le pétrole cher rendant la production dans les pays à bas coûts moins concurrentielle. A la région d'accompagner et de favoriser ce mouvement de mutation vers une éco-diversité.

• Assurer l'égalité des chances par l'éducation, la culture et la formation professionnelle

La collectivité, par l'éducation, la culture ou la formation professionnelle doit assurer à tous l'accès aux réseaux et aux moyens d'information.

La formation, compétence régionale, est un enjeu prioritaire. L'un de nos objectifs, en tant qu'écologistes, est de donner à chacun les moyens de prendre son destin en main. Nous proposons la création de plateformes d'apprentissage et de socialisation destinées à accueillir les jeunes en situation de rupture scolaire. C'est la meilleure façon de lutter contre tout projet de réduction du budget consacré à cet effet.

La politique de formation francilienne doit être au service de l'autonomie de chacun, valoriser les compétences,

accompagner la mutation des métiers et la conversion écologique de l'économie.

• **Changer d'échelle pour l'Economie Sociale et Solidaire**

Des efforts ont été fait en Ile-de-France pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire, du soutien aux SCOP à la création de l'Atelier, une politique associant l'ensemble des acteurs, et se donnant les moyens de son ambition avec 15% du budget de développement économique. L'enjeu est de prolonger et amplifier cette politique de soutien aux formes alternatives d'entrepreneuriat, dont le potentiel de robustesse et de solidarité peut être valorisé dans un contexte où le libéralisme montre au contraire toutes ses limites.

• **Lutter contre la consommation d'espaces et promouvoir un environnement de qualité**

La région est riche de son environnement, il est urgent de freiner le morcellement des territoires, de protéger les espaces naturels, de consolider les corridors biologiques et de développer une politique ambitieuse de développement des transports en commun, des circulations douces et des modes alternatifs à la voiture et au camion.

L'Ile-de-France doit prendre toute sa part dans la lutte contre les changements climatiques en engageant des démarches pour des territoires sobres en énergie, en élaborant des plans climat-énergie territoriaux ambitieux.

Il ne s'agit pas de faire peur, mais de faire face

Les Verts, en Ile-de-France comme en France et en Europe, doivent jouer un triple rôle :

- lanceurs d'alerte : présents sur les territoires, capables de produire des contre-expertises citoyennes, de mettre en lumière les enjeux locaux et globaux et de pointer les dérives, nous devons contribuer à une prise de conscience collective pour une région plus responsable ;
- porteurs de solutions : loin des discours anxigènes, les Verts doivent montrer que les solutions existent, et que leur mise en œuvre ne dépend que de la capacité de tous à ne pas s'accrocher à un mode de vie qui n'est plus soutenable ;
- mobilisateurs, autour d'un projet pour une région belle, désirable et solidaire.

Nous avons su au travers du SDRIF parler à tous les acteurs d'Ile-de-France, nous devons continuer à mobiliser en décroissant les pratiques et les discours, en stimulant le dialogue social territorial, en participant aux mobilisations citoyennes, pour faire de notre projet de décroissance solidaire de l'empreinte écologique en Ile-de-France un projet fédérateur.

Une dynamique durable d'union des écologistes franciliens

Nous avons aujourd'hui l'opportunité de dépasser la division historique de l'écologie en créant un rassemblement ouvrant un nouveau cycle de l'écologie politique. L'expérience des uns et des autres nous enrichira mutuellement et permettra de franchir un seuil. Cette perspective nous fait souhaiter ardemment la réussite du rassemblement des écologistes. Ce rassemblement commence à prendre forme pour les prochaines élections européennes. C'est la première étape d'une stratégie que nous voulons cohérente. Il ne s'agit pas de se limiter ici ou là, dans nos listes de candidats aux régionales, à offrir des places à quelques personnalités associatives savamment choisies, mais de créer une véritable dynamique, pérenne, qui trouve son aboutissement dans une organisation commune. Les Verts Ile-de-France devront jouer un rôle prépondérant dans la construction de cette maison commune.

Etre à la hauteur des enjeux du rassemblement des écologistes suppose de modifier en profondeur nos modes de fonctionnement, de renouer avec l'éthique politique qui fonde nos valeurs communes, et retrouver le plaisir de militer ensemble. Pour cela, nous proposons :

- des temps de rencontres conviviaux, des événements communs entre groupes locaux et départementaux ;
- une fête annuelle de l'écologie et des écologistes ;
- la formation des militants et des élus avec des programmes d'intervention, des ateliers de réflexion, des visites de terrain ;
- l'ouverture à l'ensemble des acteurs de l'écologie, afin d'enrichir nos expertises et de peser plus efficacement sur les décisions ;
- la valorisation du travail de nos élus et une meilleure articulation avec l'action des militants ;
- des outils de communication performants, avec un site Internet vivant et une newsletter régulière.

Construire les conditions de l'autonomie aux élections régionales

Construire, au-delà des élections européennes, le rassemblement des écologistes, c'est aussi se donner les moyens de l'autonomie de l'écologie politique aux régionales. C'est dans cet esprit que nous souhaitons une organisation locale durable pour faire vivre la dynamique engagée. Mais c'est en fonction du résultat de cette dynamique aux européennes, des évolutions de mode de scrutin, que les adhérents pourront se déterminer, le moment venu.

Face à l'urgence, les Verts Ile-de-France doivent œuvrer au succès du rassemblement des écologistes. C'est notre responsabilité. Relevons ensemble ce défi !

MOTION D : Face à l'urgence, UNIR les écologistes es Ile de France

Atallah Marie 75, Baupin Denis 75, Bertholon Stéphane 75, Billand Véronique 77, Calmet Catherine 94, Canfin Pascal 75, Celini Leonide 75, Chaplain Matthias 75, Chenais Joel 75, Cochet Yves 75, De massol Florence 75, Duffrene Sylvie 93, Dumesnil Jean-Luc 75, Dussart Dominique 75, Faivre Jeanne 91, Ferri Mireille 93, Ferrier Lucien 78, Hoffmann Mark 75, Jullien Bertrand 75, Kampour-paraschos Niki 77, Kerspern Sylvain 77, Knowles Xavier 75, Kourdi Farid 77, Lagneau Antoine 75, Lagneau Annick 95, Le Baccon Murielle 93, Lecuyer Colette 91, Lowczyk Olivier 77, Magnin Frédéric 75, Martin Renaud 75, Mercier Jean-Jacques 78, Meric Sébastien 75, Mesle Patrick 77, Mosser Michel 75, Najdovski Christophe 75, Ourbih Pascale 75, Peyronel Jean-Bernard 75, Pompili Barbara 75, Portugal Maria 75, Puzin Frédéric 92, Quazzo Caroline 75, Remy Charles 75, Ribet Christophe 77, Sas Eva 75, Serne Pierre 77, Thomas Michel 91, Gruber Cécile 75.

Motion E

Rassembler l'Écologie en Ile-de-France : l'espoir en actes

Le discours écolo traverse toutes les composantes de la société. On admet désormais l'importance de l'écologie sur nos conditions de vie et les milliers de signatures recueillies par le Pacte pour la planète sont un signe de cette évolution des esprits. Dans le même temps les partis de gauche sont incapables de prendre en compte cette dimension : le PS est écolo à la marge, le PC commence seulement à comprendre le problème, l'extrême gauche attend toujours le grand soir.

Les victoires de la droite et sa radicalisation tiennent en grande partie à l'incapacité de la gauche, notamment socialiste, à offrir un projet qui réponde aux exigences d'un monde en crise et aux attentes des citoyens. Seuls les Verts portent un projet de transformation politique permettant de vivre mieux en profitant des ressources de la planète sans les mettre à mal en solidarité avec l'avenir de nos enfants.

Dans un contexte où la crise écologique est déjà là, où la crise financière commence à atteindre la France, aggravant la crise sociale, les Verts ont décidé de donner plus de poids aux forces de l'écologie dans un vaste rassemblement avec les militant associatifs, « de Hulot à Bové ».

Ce rassemblement est à construire non seulement pour les européennes mais à tous les niveaux. En Ile-de-France où la crise écologique est criante, la pression spéculative sur les milieux naturels et agricoles énorme, les difficultés sociales croissantes et les causes profondes des émeutes des banlieues de 2005 toujours là, nous devons animer et pérenniser ce projet qui nous donnera plus de forces pour répondre aux défis qui se posent à nous. La réussite de ce projet augure aussi des échéances suivantes, c'est dès maintenant que nous préparons la présence Verte aux régionales et en 2012.

***Pour une écologie de l'espoir, solidaire,
populaire et conviviale***

L'Ile-de-France : un besoin de politique

L'Ile-de-France est emblématique de l'absence de vision écologiste du gouvernement sarkozien, celle de nos alliés de gauche n'est souvent pas meilleure. Elle l'est aussi de la dégradation de notre démocratie et des conditions de vie des Français.

Ainsi le gouvernement se met en contradiction avec les objectifs proclamés du Grenelle en laissant traîner le financement dû pour les transports collectifs au Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF). Il refuse la démocratie, la régionalisation, et encore les objectifs du Grenelle, en

bloquant le Schéma directeur de l'Ile-de-France, porté par les Verts, parce que trop écologiste alors qu'il n'est déjà qu'un compromis avec le parti socialiste. Il rejette la solidarité en montant en épingle un projet de « Grand Paris » qui protège surtout les plus riches au détriment des banlieues, abandonnées à un plan dont personne n'est capable d'évaluer les buts et les moyens réels alors même qu'on leur supprime les maigres financements dont elles disposent.

Englués dans des logiques de concurrence internationale entre régions, capitales ou universités, le gouvernement comme le PS persistent dans le bétonnage des terres agricoles franciliennes (Saclay) et n'apportent aucune réponse réelle aux délaissements des quartiers défavorisés. Pire ils reviennent à la politique des « éléphants blancs », aux programmes urbanistiques désastreux des années 70, comme le montrent la liaison express Roissy Charles de Gaulle, les tours de bureaux, et les nouvelles privatisations de services publics au moment où la crise boursière mondiale démontre tous les jours la fragilité, la virtualité, les incohérences de la doctrine économique libérale

Préparer et anticiper les séquences électorales

Après l'épisode difficile de la présidentielle, les élections cantonales et municipales ont montré le maintien de la confiance des électeurs pour les Verts et le nombre de nos élus municipaux a augmenté significativement. On ne peut cependant se satisfaire de ces résultats et ne pas s'interroger sur le recul des Verts à Paris et le trop faible nombre de listes autonomes : il nous faut voir à plus longue échéance : 2009, 2010, 2012, et après.

Première étape : les européennes. La situation mondiale, entre crise financière, pétrolière, ou crise de la faim, conforte le niveau européen comme fondamental. Passées les divergences qu'ont pu avoir en 2005 les Verts sur le Traité constitutionnel, nous partageons l'ambition d'une Europe écologiste, sociale et solidaire qui nous pousse à assurer une présence forte des écologistes au Parlement européen. Les Verts IdF participeront avec tout leur savoir-faire à cette campagne sur un programme clair, antiproductiviste et anti libéral, dans le cadre du Manifeste du Parti Vert européen.

Nous devons **construire à notre niveau le rassemblement des écologistes** avec les nombreuses associations environnementales et sociales, déclinaison de grandes associations nationales ou purement franciliennes, voire reflets de luttes encore plus locales.

Ensuite les élections régionales : le rassemblement de l'écologie initié par les Verts ne doit pas s'arrêter un soir

de juin 2009 mais se construire dans la durée. Sauf changement radical du mode de scrutin, fort du bon bilan de nos élus, ce rassemblement doit trouver son prolongement aux élections régionales où les Verts et leurs partenaires associatifs devront défendre leurs propositions devant les électeurs qui ont le droit démocratique de pouvoir choisir entre différents programmes et de pouvoir voter pour l'écologie. Nous négocierons ensuite avec nos alliés de gauche une juste représentation.

Nous devons dès maintenant commencer à élaborer le projet que nous présenterons aux électeurs pour la région. Nous devons aussi utiliser notre expérience passée pour désigner nos candidats comme en 2004 selon des modalités démocratiques et transparentes.

Nous aurons ainsi préparé nos campagnes de 2012 qui devront être un succès des Verts pour qu'une majorité gouvernementale avec la gauche ne reproduise pas l'impuissance écologique de la majorité plurielle de 1997-2002.

Chances et contraintes : réussir le rassemblement, rester fidèles à notre projet

Nous devons savoir porter les demandes de nos partenaires associatifs dans nos programmes et leur montrer que notre structure politique permet des actions et des résultats dans la gestion publique hors de portée des associations. Toutes les élections qui permettent de renforcer l'image d'indépendance de notre mouvement contribuent à faire adhérer à nos idées et aux Verts, à fidéliser le vote écologiste et donc le poids politique de nos propositions.

Les Assises de l'écologie déjà programmées par les Verts devront être déclinées au niveau régional, mais aussi local en tenant compte des particularités environnementales ou sociales du territoire : lutte contre les autoroutes franciliennes en projet, A4, A 12 et autres, préservation des espaces agricoles contre l'OIN de Saclay, contre le projet de F1, protection de sans-papiers ...

En pratique

Les relations fortes entre élus régionaux et les Verts Ile-de-France sont un point important de notre visibilité : les dossiers qui se traitent au Conseil régional font l'objet de débats au Conseil Politique régional ou élus et représentants du parti peuvent se concerter sur les axes et politiques à mettre en avant. Cette proximité doit être maintenue, surtout à l'approche des élections régionales.

Dépasser le seuil actuel autour de 2000 adhérents franciliens reste toujours un objectif important. Pour ce faire, le travail en commun avec les départements de l'Ile-de-France devra être plus formalisé entre responsables de la région et secrétariats départementaux, comme il l'a été déjà pour les élections et la trésorerie. Inviter les sympathisants, apporter l'aide nécessaire à l'action des groupes locaux, fournir les experts thématiques pour les débats politiques, ce sont les projets que la région doit porter.

La formation, indispensable, même si elle est prise en compte par les Verts au niveau national, ne pourra être efficace qu'au plus près des adhérents. Des réunions, débats, sessions techniques, visites, demandent beaucoup d'énergie pour leur organisation et sollicitent les adhérents sur leur temps libre, un programme sera défini en concertation avec les groupes locaux pour en faire un outil plus performant. Les ateliers organisés avant les élections municipales ont montré l'utilité de formations thématiques pour les élus et militants sur le terrain. A poursuivre donc.

Au-delà du site internet, généralisons l'usage des technologies numériques conviviales dans nos pratiques : Mutualiser les informations, faire connaître les initiatives des groupes locaux et des forces associatives partenaires, développer les échanges réciproques, tout cela devient plus facile avec les techniques de communication les plus récentes !

Les relations élus-militants et élus-élus doivent être facilitées par la région Verte : annuaires, recherche des personnes ressources, rencontres, commissions techniques élargies comme dans celle du SDRIF ou des transports, élaboration de communications utilisables par tous les adhérents, c'est une palette d'outils que nous devons mettre en place. Les Verts IdF soutiendront la mise en place d'une fédération des élus de la région.

La participation de l'Île-de-France à **la rénovation des Verts**, via la modification récente de nos statuts régionaux, doit se poursuivre au niveau des comportements et des relations entre élus, militants, responsables du parti, sympathisants... Ensuite il s'agira de faire vivre cette rénovation en la diffusant à l'intérieur du mouvement.

La centralisation médiatique donne à l'Ile-de-France comme à Paris une visibilité particulière. Notre région est de fait une vitrine des Verts, elle sera celle du rassemblement de l'écologie et nous avons la responsabilité particulière d'y porter une écologie politique d'alternatives, d'espoir, qui fait rêver tout en répondant concrètement aux défis environnementaux et sociaux.

MOTION E « Espoir en actes ». Porteuse : Suzanne Auger

Roderic Aarsse (92), Sophie Aldéaneau-Cluzeau (94), Laurent Audouin (75), Pascal Audry (93), Michel Auger (94), Suzanne Auger (92), Marie-Ange Beerens, Agnès Bellart (75), Azzedine Belmecheri (75), Nadine Benkemoun (75), Patrick Benkemoun (75), Said Berrahal (75), Jean-François Blet (75), Guy Bonneau (91), Bernard Bourdeix (75), Géraldine Chalencon (75), Ghyslaine Degrave (91), Didier Delpeyrou (91), Arlette Duchesnay (94), Cécile Duflo (94), Sylvain Garel (75), Michèle Gaspalou (91), Jean-Pierre Girault (94), Jérôme Gleizes (75), Ziad Goudjil (92), Françoise Hoffet (94), Thomas de Lafargue (92), Alain Leclerc (77), Marc Lipinski (92), Renaud Mandel (75), Pascal Marotte (77), Elise Mazella (75), Claire Martin-Gousset (92), Pierre Minnaert (75), Zineddine Mjati (75), Catherine Naviaux (92), Sarah Olivaux (93), Amélie Piégay (77), Hervé Pérard (91), Yann Persillon (75), Gérard Peurière (92), Henrique Pinto (91), Anny Poursinoff (78), Pierre Prunet (91), Jean-Vincent Placé (91), Agnès Rico (75), Olga Rico (75), Stéphane Robert (75), Sylvain Ros (93), Stéphane Sitbon-Gomez (75), Pierre Stoeber (93), Franck Torchon (93), Jean-Louis Trébière (75), Stéphane Von Gastrow (75)

Motion F

Ouverture, audace, imagination en Ile de France

La situation que connaît la région Ile de France n'est évidemment pas dissociable de celle que connaissent notre pays et plus globalement notre planète. La crise écologique et sociale s'aggrave et les motifs d'inquiétude pèsent plus lourds que les raisons d'espérer. Notre réflexion, notre action au niveau régionale ne peut que s'inscrire dans une cohérence globale.

L'avenir de notre mouvement, son utilité, sa capacité à influencer l'opinion des citoyens, à rassembler dans l'action, à conquérir de nouvelles positions institutionnelles, vont dépendre des choix que nous ferons collectivement à l'occasion de ce congrès.

Dans ce cadre, nous voulons œuvrer au rassemblement autour des valeurs et des combats de l'écologie politique et à la refondation de l'ensemble de la gauche pour sortir celle-ci de ses impasses productivistes et étatistes. Notre conviction est double. Il ne peut y avoir de politique audacieuse de transformation sociale et écologique de notre société avec la droite conservatrice. Mais il n'y aura pas de transformation possible sans une gauche profondément renouvelée sur la base des valeurs de l'écologie politique. En Ile de France, les enjeux sont de même nature.

Une région métropolitaine au cœur de la crise écologique et sociale

Avec près de 10 millions d'habitants sur les 12 que compte la région, l'agglomération francilienne compte parmi les grandes métropoles mondiales. Elle présente toutes les contradictions liées au développement des mégapoles.

C'est d'abord l'insolente confrontation de la richesse et de la pauvreté, des inégalités sociales accentuées par la spéculation foncière et immobilière. La ségrégation spatiale a conforté la ségrégation sociale. La crise des banlieues est la conséquence directe de la marginalisation des quartiers populaires et de la dégradation des services publics de proximité.

Pendant plus d'un demi siècle, l'agglomération francilienne s'est développée par et autour de l'automobile aboutissant à l'engorgement, au gaspillage, à la pollution de l'air, aux bruits de circulation et à la dépendance des hydrocarbures. La fuite en avant de l'étalement urbain, au détriment des espaces agricoles, a aggravé encore plus la situation. Malgré les changements initiés par les Verts depuis une dizaine d'années dans les politiques publiques, les séquelles de ce mode de développement demeurent considérables.

Comme toutes les grandes métropoles, la région Ile de France est aussi une terre d'immigration, un espace d'accueil et de brassage. La ségrégation liée aux origines accentue et épouse les contours de la ségrégation sociale et porte les germes d'une « ethnicisation » des conflits sociaux, du développement des différentes formes de communautarisme.

Une ambition pour l'Ile de France : construire la nouvelle civilisation urbaine

Face à cette crise multiforme, seule l'écologie politique est en mesure d'apporter des réponses cohérentes au-delà de la seule problématique environnementale. Le concept d'écorégion doit être enrichi et élargi à l'ensemble des thématiques sociales. Il nous faut construire la nouvelle civilisation urbaine en rupture avec la ville productiviste et ségrégationniste. C'est un enjeu majeur de ce siècle pour une humanité en voie d'urbanisation accélérée. L'Ile de France peut et doit être, avec audace et imagination, un modèle et un laboratoire de cette nouvelle civilisation.

La droite mais également une grande partie de la gauche socialiste et communiste restent prisonnières d'une conception du développement fondée sur la logique purement économique de la concurrence des territoires soumise à la seule loi du marché. Les amis du Président ne supportent pas d'avoir perdu la main sur la première agglomération de France et d'Europe. La stratégie du grand Paris comme l'offensive de la droite contre le SDRIF témoignent de la volonté du gouvernement d'imposer par le haut une politique contraire à celle souhaitée par une majorité d'électeurs franciliens et validée par une concertation démocratique exemplaire.

Construire la nouvelle civilisation urbaine, c'est au contraire poursuivre et amplifier l'aménagement et l'équipement d'une ville économe en espace, en énergie et en déplacements contraints, limitant les pollutions et les déchets, préservant les espaces naturels et les espaces agricoles, prévenant les risques naturels et technologiques, les atteintes à la santé, d'une ville offrant un espace de liberté de vie, de rencontres, de solidarité, d'activités, de pratiques culturelles, d'accès aux services et à la formation. C'est aussi, par la « politique de la ville », lutter contre toutes les discriminations, inventer des nouvelles formes de vivre ensemble, s'enrichir mutuellement des identités de chacun. C'est mettre en œuvre l'écologie populaire au quotidien comme dans les politiques publiques, notamment dans le domaine des transports et du logement. C'est aussi affirmer notre conception régionaliste et décentralisatrice de la gestion des territoires face aux velléités centralisatrice et technocratique de la droite sarkozyste.

Elargir et renforcer l'influence de l'écologie politique dans la société francilienne

L'écologie environnementale et associative a pris conscience de ses limites pour infléchir les politiques publiques et les stratégies des entreprises, face aux lobbies de la finance, de l'automobile, de la chimie, du nucléaire. Passé l'enthousiasme pour le pacte écologique et le Grenelle de l'environnement, la réalité s'impose à nouveau sur le seul terrain décisif, celui du rapport de force et de la représentation politique : il faut des Verts dans les institutions, et des associatifs à leurs côtés. Les Verts, qui ont été les pionniers en la matière, doivent être les acteurs les plus zélés du rassemblement des écologistes autour d'un projet et d'une stratégie politique. Les deux sont indissociables. Il ne peut y avoir de projet crédible sans une vision claire du chemin à suivre pour le faire vivre et le mettre concrètement en œuvre.

La seule représentation dans les institutions publiques et les exécutifs territoriaux de l'écologie politique est aujourd'hui celle des Verts. Le bilan est loin d'être négligeable à Paris et au niveau du conseil régional, dans toutes les collectivités où nous exerçons des responsabilités. C'est le cas dans les domaines des transports, des déplacements urbains, de l'économie sociale et solidaire, de l'habitat, de la collecte sélective des déchets. L'élaboration du SDRIF s'est largement inspirée de nos analyses et de nos propositions. Son adoption constitue un acquis majeur à mettre au crédit du parti Vert et de ses élus. La bouteille a commencé par se remplir. Mais elle est encore loin d'être pleine.

Les dernières élections locales, en 2008, avec des résultats certes contrastés, ont donné, après la douche froide des élections présidentielles, quelques bonnes raisons d'espérer. La réélection de Michel Bourgain à l'Île Saint-Denis et l'éclatant succès des Verts et de Dominique Voynet à Montreuil face à la vieille gauche coalisée, témoignent des possibilités de mobiliser des sociétés locales pour peu que l'on soit en phase avec les préoccupations populaires et que l'on sache traduire nos propositions dans un projet lisible et partagé par d'autres que nous. Encore minoritaire dans la société, l'écologie politique doit nécessairement tisser les alliances nécessaires à la constitution de majorités politiques susceptibles de mettre en œuvre des politiques concrètes.

Des échéances électorales décisives

Les élections européennes seront l'occasion pour les Verts de porter à la fois le projet écologiste sur la base du plus large rassemblement et de faire progresser notre vision de l'Europe et de ses enjeux. Le résultat ne sera pas neutre quant au rapport de force préalable à l'élection régionale de 2010. Il dépendra de notre capacité à animer et à faire vivre les comités de soutien à la liste de rassemblement pour une Europe écologiste.

Ce sera à notre Assemblée Générale nationale de définir nos objectifs et notre stratégie pour 2012. Il appartient par contre à notre Assemblée régionale d'anticiper l'échéance de 2010 pour les élections régionales. Il nous apparaît difficile d'anticiper les conditions des élections régionales dans deux ans, faute de certitude quant à la pérennité du mode de scrutin et face à l'attitude revancharde de la droite. Malgré un bilan plutôt favorable, rien n'indique non plus une volonté farouche de notre partenaire socialiste de reconduire une alliance privilégiée avec les Verts dès le premier tour. Le mode de scrutin actuel peut nous inciter à une candidature autonome. Celle-ci pourrait se situer dans la continuité des élections européennes. Une Assemblée régionale devra trancher le moment venu.

Ouvrir les Verts

Notre parti n'est pas encore à la hauteur des enjeux et des attentes de la société. Les Verts doivent donner envie de faire de la politique par le sentiment de participer à un mouvement qui réfléchit, qui discute mais aussi qui décide et qui agit, qui peut remporter des succès et être un acteur de l'Histoire. Au-delà de la question des statuts, sujet sur lequel des améliorations ont été actées, c'est aussi une question de comportement, d'état d'esprit, d'ambition pour les Verts.

Il faut continuer à ouvrir les Verts. Il faut conjuguer l'audace dans les initiatives et l'imagination dans nos propositions. A cet égard, développer l'implantation et l'activité des groupes locaux devra être une priorité. L'échelon régional doit devenir un lieu d'impulsion politique. Les futures instances régionales devront être résolument tournées vers l'extérieur, avec notamment un-e délégué-e aux relations avec les mouvements sociaux, professionnels et associatifs. Une vraie campagne d'adhésion avec les moyens concrets donnés en appui aux départements et aux groupes locaux, devra accompagner la campagne des élections européennes.

MOTION F : Ouverture, audace, imagination en île de France

Liste des signataires :

AGIER Isabelle 94, ARCHIMBAUD Aline 93, ARCHIMBAUD Jacques 93, BAILLON Jean-François 93, BENHAIM Frédéric 75, BERNARD Jean-Félix 93, BERNARD Stéphane 93, BOCK Michel 78, BONAZZI Christophe 92, BOUDERAUX Laurent 75, CANDELIER Catherine 92, CHAIMOVITCH Patrick 92, CHAPPELLIER Bernard 94, CLOAREC Dominique 92, COLLIN Jean-François 94, COMTE-SEGRESTAA Francine 94, CUFFINI Emmanuel 93, DEFFARGE Sophie 92, DELCOMBRE François 95, DELRIEU Denis 92, DELUEN Marie-Pascale 93, DENJEAN Jean-Marc 92, DURAND Jean-Pierre 94, DURIEUX Guillaume 92, DURIEUX Pascal 92, FADEIEFF Edwige 94, FERREIRA Lino 93, FLEURY Emilie 93, FRANJOU Patrick 75, GANDAIS-RIOLLET Natalie 75, GAUVAIN Nicole 95, GRADWOHL Frédéric 92, KIENY Marc 95, KOMITES Pénélope 75, LEBEAU Philippe 93, LECHATTELLIER Laure 75, LE DUC Jean-Patrick 91, LEPLAIDEUR Sébastien 75, LIPIETZ Alain 94, LOICHOT Elisabeth 94, MAIRE Sébastien 93, MAUGARD Pierre-Yves 94, MERRA Richard 92, MONTEAGLE Alain 93, PAYS Jean-Jacques 77, PAYS Liliane 77, POUPEL Jean-François 75, POUSSOU Dominique 75, PROKOFIEV Alexis 93, ROBERTY Olivier 92, ROCHWERG Christiane 95, ROMANET Damien 75, SAOÛT Mariannick 75, SOUYRIS Anne 75, STANISIERE Philippe 75, TIRARD Henri 93, TOCHE Olivier 75, TRAN Tân 93, TUBIANA Alain 93, VOYNET Dominique 93.

Le site internet des Verts IDF Dominique Vincent, permanente chargée de la communication des Verts IDF, gère au quotidien le site idf.lesverts.fr/. Les articles sont regroupés au sein de 12 rubriques et l'agenda regroupe les dates des réunions, manifestations, expositions, communiquées par les militantEs. Le site créé en novembre 2003 et hébergé chez Ouvaton n'a cessé d'augmenter en fréquentation. A ce jour, environ 800 articles sont en ligne, dont le plus visité est « La campagne municipale, quelques éléments pour bien démarrer », suite des ateliers municipaux (plus de 19 000 visites). La notoriété du site s'améliore : le pourcentage de ceux qui arrivent directement a beaucoup augmenté. Bien entendu, le site met en lien tous les sites Verts d'Ile de France. ● **Fanny CARMAGNAT, porte-parole**

Finances

Au fil de ces deux dernières années, le secrétariat régional s'est assuré de la cohérence des engagements de dépenses avec nos recettes. La clôture de l'année 2006 – première année déficitaire – a fait prendre conscience des limites de nos enveloppes budgétaires.

Les résultats 2007 ont été marqués par la décision collective d'être présents sur l'ensemble des 99 circonscriptions législatives. Cela se traduit par des dépenses à hauteur de 152 000 €. Cette somme marque l'engagement consenti par les Verts IdF aux 87 circonscriptions où les candidatEs n'ont pas franchi le score de 5 %. Malgré la trésorerie disponible, nous avons supporté un déficit supérieur à 60.000 € pour le résultat consolidé régional. L'exercice 2008 épongera les pertes liées aux campagnes des municipales et des cantonales, où les candidatEs n'ont pas tous réalisé des scores suffisants pour être remboursés.

De façon plus générale, la gestion régionale est chargée de tenir les comptes des adhérentEs et des éluEs ; elle assure la cogestion comptable et politique des départements. Elle est nécessaire aux adhérents pour émettre les attestations fiscales, de même qu'elle procède à la délivrance des quitus pour les candidats qui se présentent aux élections. Cette gestion a un coût dont nous nous assurons au fil des semaines et des mois qu'il reste compatible avec nos possibilités financières. Les efforts permanents pour limiter nos dépenses et demander aux adhérentEs et aux éluEs de participer aux recettes financières de notre parti nous ont permis au final de passer ces périodes électives en gardant notre autonomie totale face aux banques.

Le Secrétariat exécutif se félicite de pouvoir assurer au quotidien la qualité de nos engagements collectifs et de porter ainsi avec transparence les résultats de ces deux derniers exercices. ●

Denis DROUHET, Trésorier régional

Un programme, des actions

Les temps forts du mandat : les journées de travail

Ateliers municipaux : plus de 50 personnes ont suivi les différents ateliers, un vrai succès ! A travers ces ateliers, traités sous forme de table ronde (1 expert, 1 éluE locale), les Verts Ile-de-France ont permis à toutEs les adhérentEs d'avoir une formation de base pour les élections municipales et pour leur futur mandat d'éluE. Plan climat, démocratie locale, économie sociale et solidaire, plan santé, logement... ces ateliers se sont conclus par une journée le 19 janvier 2008 qui a permis de donner une lisibilité régionale à la campagne municipale des Verts.

Journée municipale le 19 janvier 2008 sur le thème « Avec les Verts, changeons la ville, changeons la vie »

Organisation d'un **atelier sur le Grand Paris** le 17 mai 2008, en présence de Paul Chemetov et de Daniel Béhar, à l'initiative du groupe SDRIF, en vue de construire une vision partagée des Verts sur le sujet.

À la suite du forum de l'agriculture organisé en septembre 2006, la région Verte a développé des **actions sur le plateau de Saclay contre le projet d'OIN de l'Etat**, avec manifestations et participation à la constitution d'un collectif avec une dizaine d'associations, notamment les AMAP IDF et les Amis de la vallée de la Bièvre, et l'élaboration d'un projet alternatif pour « les pays de Saclay ». Exemple par le partenariat qu'il a fallu construire avec des associations qui n'avaient pas toutes l'habitude de travailler avec les Verts, par le caractère symbolique de l'affrontement avec l'Etat (aménagement de la région, importance de l'agriculture de proximité, refus d'une urbanisation sans limite des espaces encore naturels) le projet alternatif a été l'occasion de débats avec nos partenaires associatifs, et de rencontres avec les habitant-e-s du plateau convié-e-s à des journées « portes ouvertes ».

La région Verte a apporté son appui aux GL à l'occasion des **débats publics sur des projets autoroutiers**, comme l'A16.

Rapport d'activité des commissions

L'activité des commissions a été très inégale au cours des deux dernières années. **Le groupe SDRIF**, que j'anime, a poursuivi le travail déjà engagé sur le schéma directeur de la région, en collaborant avec Mireille Ferri : participation soutenue et assidue des membres du groupe, échanges réguliers et ouverts avec les éluEs du Conseil régional, réunions communes pour préparer des amendements au projet de schéma, production d'un argumentaire pour l'enquête publique, etc. Le groupe a également pris l'initiative d'engager une réflexion sur le Grand Paris, en resituant le débat dans les enjeux et les orientations identifiés lors de l'élaboration du SDRIF, avec production de documents et organisation d'un atelier. Il va se poursuivre, en intégrant les projets de réformes institutionnelles du gouvernement. **La commission transports**, animée par Jean-Louis Zentelin, a produit un 4 pages présentant les propositions des Verts IDF, à l'occasion de la campagne des municipales. Elle est également intervenue avec le département du 92 pour dénoncer les projets d'aménagement de La Défense, en liaison avec la saturation du RER A.

L'activité des commissions n'est globalement pas vraiment à la hauteur des enjeux de l'Ile de France. L'élaboration d'un « projet », dans la perspective des élections régionales, devra conduire à définir dès le lendemain de l'AG un plan de travail, associant nos partenaires extérieurs, dans lequel les commissions devront tenir toute leur place. ● **Jean LAFONT, responsable Programme et commissions**

Vertcontact Ile-de-France

5 rue d'Arcueil 75014 Paris 01 45 65 33 60 fax 01 45 65 41 50

les.verts.idf@wanadoo.fr • <http://idf.lesverts.fr>

Abonnement : 10 € pour 4 numéros / 2,50 € le numéro

Directrice de publication : Suzanne Auger

N° de commission paritaire : 0413P11054 - ISSN : 1961-9588

Impression Presse Pluriel - Conception-réalisation Studio graph